



Pour ceux qui ont souillé notre patrie de sang,
J'exige un châtement.
Pour le bourreau qui commanda la fusillade,
J'exige un châtement.
Pour le traître qui vint au pouvoir par ce crime,
J'exige un châtement.
...
Pour ceux qui se firent les défenseurs du crime,
J'exige un châtement.
...
Je veux les voir ici, jugés...
Je veux un châtement!
...

Pablo Neruda

Nous soussignés, citoyens du monde, organisations internationales et solidaires, face à la situation humanitaire alarmante que connaît la Colombie, invoquant les pactes et accords internationaux, nous demandons au gouvernement colombien de garantir une vie digne aux acteurs sociaux, ainsi que les droits à la liberté d'expression dans TOUTES ses formes. [Toutes les 41 heures un acteur social est assassiné en Colombie](#)¹.

Ça suffit ! Nous dénonçons l'aggravation du conflit armé, social et économique, sur toute l'étendue du territoire colombien, affectant cruellement la population et ses dirigeants. Il est aberrant qu'après la signature d'un accord de Paix avec les FARC les assassinats et massacres SELECTIFS se soient intensifiés. Depuis, près de 1000 acteurs sociaux et défenseurs de droits humains ainsi que 263 signataires des accords de paix ont été assassinés. Durant le premier trimestre de 2021, 39 leaders sociaux ont été assassinés et 23 massacres ont eu lieu sur le territoire colombien. [L'ONU a dénoncé l'assassinat de 255 activistes sociaux et 66 massacres commis pendant l'année 2020](#)².

Ça suffit ! Dans cette tragédie, la région la plus affectée est le département du Cauca; dans cette seule zone, abritant majoritairement des communautés paysannes, indigènes et afro-descendantes, installées sur une superficie équivalente à celle de la Belgique, 7 acteurs sociaux ont été assassinés et 3 massacres ont été commis sur les trois derniers mois, malgré le fait que le gouvernement a augmenté la présence des forces militaires (plus de 8 000 hommes), le plaçant au rang du département le plus militarisé de La Colombie. La semaine passée une voiture piégée a explosé devant la mairie de Corinto, avec le triste résultat de dizaines de blessés. [Selon Indepaz, entre 2015 et 2020 dans le département du Cauca 267 activistes sociaux ont été tués](#)³.

Ça suffit ! Nous dénonçons l'aggravation de la violence qui frappe la Colombie aujourd'hui, causée par la politique criminelle du gouvernement d'Ivan Duque, qui a imposé la guerre, refusant une issue politique au conflit. Il a ignoré les progrès et les propositions venues des communautés, alors même qu'il permettait la présence généralisée et renforcée des bandes narco-paramilitaires dans les territoires où, malgré la forte militarisation, ils se déplacent, menacent et assassinent en toute impunité.

Ça suffit ! Nous exigeons du gouvernement colombien qu'il fasse le nécessaire pour que cessent les actes de stigmatisation, persécution et criminalisation contre les leaders sociaux et leurs organisations en punissant les responsables ; nous réclamons aussi la suspension des détentions arbitraires des acteurs sociaux, protagonistes de la construction d'un pays juste et en paix.

Ça suffit ! Nous sollicitons les gouvernements, institutions et organisations internationales [à fin qu'ils entame des actions urgentes de solidarité avec les organisations sociales colombiennes et avec les victimes du Cauca](#), de façon à éteindre le conflit à et à obtenir du gouvernement colombien qu'il prenne les mesures pertinentes qui mettent un terme au génocide, à l'appropriation forcée des terres, aux déplacements de population, aux dommages environnementaux et au détournement des territoires et de l'économie colombienne à des fins narcotrafiquantes.

Nous proposons donc aux citoyens du monde d'intervenir auprès de leurs institutions et autorités pour que les traités de libre-commerce en vigueur avec la Colombie soient suspendus temporairement, en vertu de la clause conditionnelle de respect des droits humains et en application du principe de précaution face à la puissance de la mafia et le blanchiment des actifs.

Déclaration publique adressée à la Présidence de la République colombienne, au Bureau Défenseur de la population et au parquet de la Colombie, avec copie remise à la sub-commission des droits humains du Parlement européen, au Conseil des droits humains de l'ONU, aux partis politiques européens, aux syndicats, aux organisations de solidarité européennes et aux médias, signée par :

ATTAC - France, Ligue des Droits de l'homme - France, Le Mouvement de la Paix - France, France Amérique Latine - Gentilly, Culture Milonga - Paris, Casa por la paz en Colombia - Paris, Hernando Calvo Ospina - escritor, Colombia/Francia, Association Reencuentro Marimba y Bomba - Paris, France Amérique Latine - Poitiers, TIO Francia, Periódico virtual La pluma - Paris, Théâtre d'Or - Francia, Ciudadanías por la paz de Colombia - Paris, Colombia vida paz y dignidad - Lyon...
Comité de Solidaridad con América Latina COSAL - Asturias, Internacionalista Corriente Sindical de Asturias CSI, Pueblo y Dignidad de Asturias, Asociación Astur Cubana Bartolomé de las casas SUATEA Sindicato Unitario y Autónomo de Trabajadores de la Enseñanza de Asturias, AESCO País Vasco, Fundación Mundubat ...
Asociación Internacional de Derechos Humanos y Desarrollo Social AIDHDES - Ginebra, Ceiba vieja - Ginebra, Colectivo Europeo de la Diversidad Ecuatoriana - Ginebra...
Comité Carlos Fonseca de Roma, la Confederación Nacional de los Comités de Bases COBAS - Italia, el Centro Social Ocupado y Autogestionado "Ex Snia" - Roma
Collectif Saya Bruxelles...
Kolumbienkampagne Berlin...

¹ https://caracol.com.co/radio/2021/01/26/judicial/1611683689_058206.html

² <https://news.un.org/fr/story/2020/12/1084552>

³ <https://www.aa.com.tr/es/mundo/indepaz-en-colombia-971-l%C3%ADderes-han-sido-asesinados-desde-la-firma-del-acuerdo-de-paz/1924456>